



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

APERÇU

DES SYSTÈMES D'ENREGISTREMENT ET DE STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL AU

ROYAUME D'ESWATINI



CEA

Information sur le programme

Au sujet du Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) est un centre international de savoir et de ressources qui appuie activement les efforts nationaux visant à élaborer des systèmes ESEC efficaces et intégrés. Le Centre collabore avec des organisations et des experts, afin de faciliter l'accès à l'information et à l'expertise, notamment aux normes, aux outils, aux données de recherche et aux bonnes pratiques à l'échelle mondiale.

Le Centre d'excellence a été créé grâce à la contribution financière d'Affaires mondiales Canada et du CRDI, et apporte lui-même une contribution directe au travail du Mécanisme de financement mondial, une importante plateforme de financement de la Stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent du Secrétaire général des Nations Unies.

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Dans le cadre des activités du Canada dans les secteurs des affaires étrangères et du développement, le CRDI investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Le CRDI collabore avec de nombreuses parties prenantes, notamment des organisations de la société civile, des instituts de recherche sur les politiques publiques, des organismes régionaux et des services gouvernementaux afin d'encourager la croissance, de réduire la pauvreté et de susciter des changements positifs à grande échelle.

Publié par le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC), en partenariat avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CENUA). Ce document a été rédigé par Hosea Mitala pour le Centre d'excellence et la CENUA.

Centre de recherches pour le développement international
C.P. 8500
Ottawa (Ontario) Canada
Courriel : esec@crdi.ca
www.systemesESEC.ca

© Centre de recherches pour le développement international 2021

La recherche présentée dans cette publication a été réalisée avec l'aide financière et technique du Centre d'excellence sur les systèmes ESEC. Hébergée au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), elle est financée conjointement par Affaires mondiales Canada et le CRDI. Les opinions qui y sont exprimées ne représentent pas nécessairement celles d'Affaires mondiales Canada, du CRDI ou du Conseil des gouverneurs de ce dernier.

Veuillez visiter systemesESEC.ca/apercus-de-pays pour voir la version la plus récente de ce profil ou bien pour consulter les profils publiés d'autres pays.

Table des matières

Information sur le programme	ii
Introduction	2
Bref profil du pays	2
Ampleur des systèmes ESEC	3
Système d'enregistrement des faits d'état civil	4
Cadre législatif	4
Gestion, organisation et fonctionnement	4
Système de statistiques de l'état civil	12
Statistiques de l'état civil	12
Causes de décès	12
Numérisation	15
Informatisation	15
Interaction avec les autres secteurs et activités	16
Initiatives d'amélioration et soutien externe	16
Plan d'amélioration et budget	16
Soutien des partenaires du développement	17
Conclusion	18
Ressources	20
Sites Web	20
Documents supplémentaires	20
Annexe 1 : Organigramme du Département de l'état civil	21
Notes	22

Introduction

Le présent rapport vise à donner un aperçu du système d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) au royaume d'Eswatini.

Les renseignements ont été recueillis au moyen d'un questionnaire rempli par le Département de l'état civil au sein du ministère des Affaires intérieures en novembre 2020, et complétés par un examen sur dossier des documents disponibles. Le rapport présente, entre autres, les éléments suivants :

- de l'information générale sur le pays;
- une sélection d'indicateurs pertinents pour l'amélioration du système ESEC;
- les activités des parties prenantes;
- les ressources disponibles et nécessaires pour renforcer le système ESEC.

Bref profil du pays

Le royaume d'Eswatini, anciennement connu sous le nom de Swaziland, a été officiellement renommé en 2018. Ce pays enclavé d'Afrique australe est bordé par le Mozambique au nord-est et par l'Afrique du Sud au nord, à l'ouest et au sud. Le pays, qui était autrefois un protectorat britannique, a obtenu son indépendance en 1968. Les Swazi constituent un groupe homogène de personnes partageant une langue et des traditions communes.

Eswatini est divisé en quatre régions : Hhohho, Lubombo, Manzini et Shiselweni. Chaque région compte plusieurs conseils ruraux (*tinkhundla*; singulier *inkhundla*). Chaque région est gérée par un administrateur régional, qui est aidé par des membres élus dans chaque *inkhundla*. Le gouvernement local est divisé en conseils ruraux et urbains structurés différemment, en fonction du niveau de développement de la zone. Bien que les autorités locales aient des structures politiques

Royaume d'Eswatini



Avertissement : Les frontières, ainsi que les noms et désignations employés sur cette carte, n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation de la part des Nations Unies.

différentes, les conseils urbains sont effectivement des municipalités, et les conseils ruraux sont des *tinkhundla*. Il y a 12 municipalités et 59 *tinkhundla*. La population est passée de 929 718 habitants en 1997 à 1 018 449 en 2007 et à 1 093 238 en 2017.¹

- Superficie : 17 364 km²
- Population : 1 093 238,² avec un taux de croissance annuel de 0,7 pour cent³
- Capitale : Mbabane
- Langues de travail officielles : swati et anglais
- Ministère chargé de l'état civil : ministère des Affaires intérieures
- Agence de l'état civil et agence nationale de l'identité : Département de l'état civil
- Office national des statistiques : Office central des statistiques, relevant du ministère de la Planification et du Développement économiques.

Ampleur des systèmes ESEC

Naissances

Exhaustivité de l'enregistrement des naissances ⁴	19,6 % (2018) ⁵
Enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été déclarée comme ayant été enregistrée	43 % (2017) ⁶
Proportion des naissances avec l'assistance d'un professionnel de la santé qualifié	82 % (2010) ⁷
Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont reçu des soins prénataux par un prestataire de soins de santé qualifié	76 % (2015) ⁸
Taux de couverture vaccinale du DTC1 chez les enfants d'un an ⁹	85 % (2018) ¹⁰
Taux brut de natalité (par 1 000 habitants)	27,92 (2018) ¹¹
Taux de fécondité total (nombre de naissances vivantes par femme)	3,15 (2018)
Taux de fécondité chez les adolescentes (par 1 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans)	0,004 (2017) ¹²
Pourcentage de la population de moins de 15 ans	404 306 (2017) ¹³
Accouchements en établissement – pourcentage d'accouchements dans un établissement de santé	Non disponible

Décès

Exhaustivité de l'enregistrement des décès	Non disponible
Taux brut de mortalité (par 1 000 habitants)	8,91 (2018) ¹⁴
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	47,87 (2018)
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	74 (2017)
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	452 (2017) ¹⁵

Mariages et divorces

Taux d'enregistrement des mariages	Non disponible
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ans	9,7 % (2017)
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans	9,2 % (2017) ¹⁶
Taux d'enregistrement des divorces	Non disponible

Statistiques de l'état civil, y compris les données sur les causes de décès

Compilation et diffusion des statistiques de l'état civil fondées sur l'enregistrement	2016 à ce jour
Causes de décès attestées par un médecin	62 % (2018)

Système d'enregistrement des faits d'état civil

L'enregistrement à l'état civil au royaume d'Eswatini a été mis en place en mai 1927 et était obligatoire pour les races européennes et de couleur. Il a été étendu et rendu obligatoire pour toutes les races en 1971.

La base juridique de l'enregistrement des faits d'état civil est la *Loi sur les naissances, les mariages et les décès 1983* et ses règlements, qui remplacent la loi de 1927.

Cadre législatif

L'ESEC et l'enregistrement sont guidés par la législation suivante :

- *Loi sur les naissances, les mariages et les décès 1983*;
- *Loi sur la protection et le bien-être des enfants 2012*;
- *Loi sur le mariage 1964*;
- L'arrêté relatif à l'identification 1998;
- *Loi sur la citoyenneté 1992*;
- Politique relative aux enfants 2010;
- Constitution du Royaume du Swaziland de 2005;
- *Loi sur les statistiques 1967*;
- *Loi sur le recensement 1904*;
- *Loi sur l'adoption des enfants 1952*;
- *Loi sur la gestion du patrimoine 1902*;
- *Loi sur l'obligation 1970*;
- *Loi sur le changement de nom 1962*.

Gestion, organisation et fonctionnement

Les entités qui sont responsables de l'enregistrement des faits d'état civil et de l'identification sont les suivants :

- Ministère des Affaires intérieures – Département de l'état civil;
- Ministère de l'information, des communications et de la technologie, Département des services informatiques du gouvernement;
- Ministère de la Santé.

Le ministère des Affaires intérieures – Le Département de l'état civil a pour mandat d'enregistrer et d'archiver tous les faits d'état civil vitaux qui se produisent en Eswatini ainsi que ceux qui se produisent parmi les citoyens à l'étranger. Les personnes doivent informer les agents d'état civil de la survenance des faits d'état civil vitaux.

Le ministère a l'obligation de veiller à ce que le système d'enregistrement des faits d'état civil fonctionne de manière continue, universelle et permanente, avec une infrastructure suffisante pour faciliter l'accès de la population aux services d'enregistrement locaux.

Le gouvernement d'Eswatini partage avec ses citoyens et ses résidents la responsabilité de veiller à ce que l'identité de chaque personne soit officiellement reconnue et que personne ne soit laissé de côté lorsqu'il s'agit du droit de saisir les occasions de la vie.

Mécanismes nationaux de coordination des systèmes ESEC

Les mécanismes de coordination à l'échelle nationale ont été officialisés. Un groupe de travail technique offre un forum pour les systèmes ESEC. Les parties prenantes ont élaboré un cadre de référence qui constitue l'instrument juridique facilitant la formation de ces mécanismes.

Ces mécanismes sont constitués de deux comités : le Comité consultatif supérieur et le Groupe de travail technique. Tous deux sont représentés par :

- Office central des statistiques relevant du ministère de la Planification et du Développement économiques;
- Cabinet du vice-premier ministre;
- ICAP à l'Université de Columbia;
- Ministère de l'Éducation et de la Formation;
- Ministère de la Santé;
- Ministère des Affaires intérieures;
- Ministère de l'information, des communications et des technologies;
- Ministère de l'administration de Tinkhundla;
- Bureau du procureur général;
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
- Fonds des Nations Unies pour la population;
- Organisation mondiale de la Santé;
- Vision du Monde.

Centres d'enregistrement de niveau administratif

L'unité administrative la plus basse où l'on trouve des bureaux d'état civil est la chefferie. Il existe au total 66 centres d'enregistrement des faits d'état civil au Royaume d'Eswatini : 4 bureaux régionaux, 7 centres de services et 55 centres de services *tinkhundla*.

Vingt-cinq agents d'état civil sont mandatés pour superviser 44 agents d'enregistrement.

Accessibilité des services d'enregistrement des faits d'état civil

La distance moyenne entre les centres d'enregistrement des faits d'état civil est de plus de 10 km. La plupart des personnes se rendent à ces centres à pied ou en voiture.

Enregistrement des faits d'état civil

Le système d'enregistrement des faits d'état civil en Eswatini a été légalement établi par la *Loi sur les naissances, les mariages et les décès* en 1927. La loi révisée de 1983 stipule que le Département de l'état civil du Ministère des Affaires intérieures doit enregistrer et archiver tous les faits d'état civil survenant à l'intérieur d'Eswatini ainsi que ceux concernant les citoyens à l'étranger. La loi oblige les personnes à aviser un agent d'état civil de la survenance de faits d'état civil vitaux.

Il existe deux types de notifiants d'événements : les établissements de santé et les structures non sanitaires. Les institutions de santé signalent les événements qui se produisent dans leurs établissements respectifs, tandis que les chefs ou *tindvuna* et le service de la police royale d'Eswatini signalent les événements qui se produisent à domicile ou dans la communauté.

Le processus d'enregistrement des naissances et des décès est lancé par un informateur, généralement un parent ou un proche, qui commence le processus en informant un agent d'état civil dans les 60 jours suivant l'événement. Une inscription tardive peut être effectuée après 60 jours. Les enregistrements après 60 jours se font au moyen d'une procédure de demande auprès de l'agent d'état civil national, qui approuve la demande après en avoir vérifié la conformité.

Les faits couverts par le système d'enregistrement des faits d'état civil sont énumérés dans le tableau 1.

Tableau 1 : Faits couverts par le système d'état civil.

Événement démographique	Le fait est-il couvert?	Les définitions sont-elles harmonisées aux définitions suggérées des Nations Unies?	Observations supplémentaires
Naissance vivante	Oui	Oui	
Décès	Oui	Oui	
Mariage	Oui	Oui	
Divorce	Oui	S. O.	Le divorce relève de la législation du Ministère de la Justice
Adoption	Oui	Oui	
Autre : mortinaissance			

Le cadre juridique de l'**enregistrement des naissances** en Eswatini est stipulé dans la *Loi sur les naissances, les mariages et les décès*. Le père, la mère, un ascendant, ou toute personne ayant assisté à la naissance est mandaté comme déclarant pour la déclaration de naissance.

Les exigences requises pour l'enregistrement des naissances sont les suivantes :

- Preuve de naissance;
- Cartes d'identité nationale;
- Certificat de mariage ou preuve de mariage (si les parents sont mariés);
- Identification du père de l'enfant, présence du père à l'enregistrement, consentement du père;
- Identification de la mère de l'enfant, présence de la mère à l'enregistrement, consentement de la mère;
- Carte de notification de naissance/de vaccination;
- Nom de l'enfant.

Remarque : La présence du père n'est pas obligatoire. La mère peut s'inscrire sans le père.

Voici les principaux éléments de données recueillis lors de l'enregistrement des naissances :

- Nom de l'enfant, date de naissance, sexe, poids à la naissance, lieu de survenue [de la naissance], date d'enregistrement, lieu d'enregistrement, type de naissance (simple, jumeau, triplé, etc.);
- La mère de l'enfant, sa date de naissance ou son âge, son ethnie, son lieu de résidence habituel, son lieu/pays de naissance, son ordre de naissance (ou de parité), le nombre d'enfants nés vivants au cours de sa vie, le nombre de morts fœtales au cours de sa vie, la date du mariage;
- Père de l'enfant, date de naissance ou âge, appartenance ethnique, lieu de résidence habituelle.

Un certificat de naissance est requis comme preuve d'identité.

Il existe deux processus de naissance, selon qu'il s'agit d'une naissance institutionnelle ou communautaire.

Pour enregistrer un enfant né dans un établissement de santé, la famille apporte le certificat de naissance délivré par l'établissement au service de l'état civil. Les parents doivent présenter leur carte d'identité nationale : s'ils n'en ont pas, ils doivent en faire la demande avant de déclarer la naissance. L'enregistrement du numéro d'identification personnel (PIN) les inscrit effectivement dans le Registre national de la population (RNP), ce qui garantit que l'enregistrement de la naissance est lié au nouvel enregistrement.

L'agent d'état civil remplit le formulaire d'enregistrement des naissances à la main, et un dactylographe saisit les informations du formulaire d'enregistrement rempli dans le RNP. Une fois qu'il est dans le système, l'enregistrement de la naissance est terminé, et le nourrisson reçoit un certificat de naissance avec un NIP.

En cas de mortinaissance, la famille reçoit un certificat de mortinaissance signé par le personnel médical et utilise ce document pour enregistrer la mortinaissance dans un centre d'enregistrement civil.

La figure 1 illustre le processus d'enregistrement des naissances dans les établissements de santé, avec des liens vers d'autres institutions responsables du système ESEC.

La figure 2 illustre le processus d'enregistrement des naissances en dehors d'un établissement de santé, avec des liens vers d'autres institutions responsables du système ESEC. Le processus est identique à celui d'une naissance dans un établissement de santé, sauf que la famille n'obtient pas de certificat de naissance délivré lors de l'accouchement. Au lieu de cela, la famille produit le carnet de vaccination obtenu à l'établissement de santé pendant les soins postnataux ou lors de la vaccination.

Figure 1 : Processus d'enregistrement des naissances dans les établissements de santé.

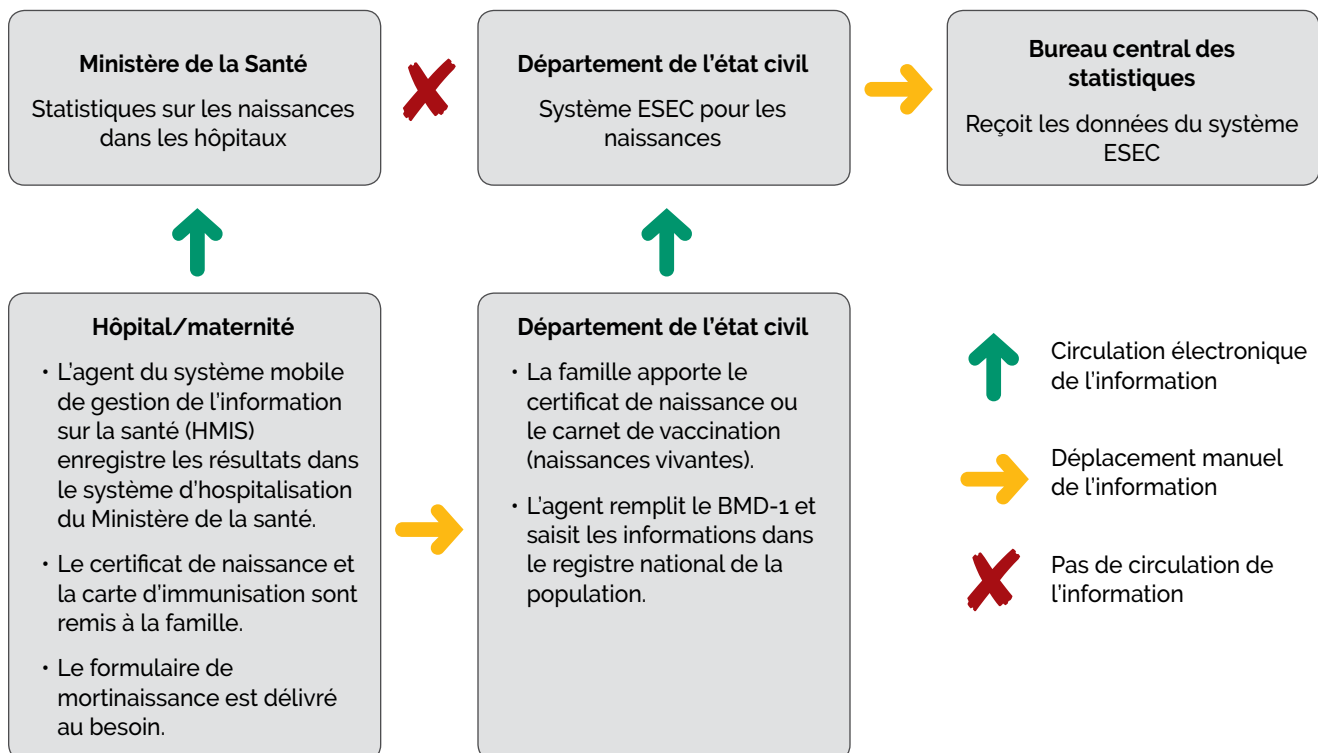
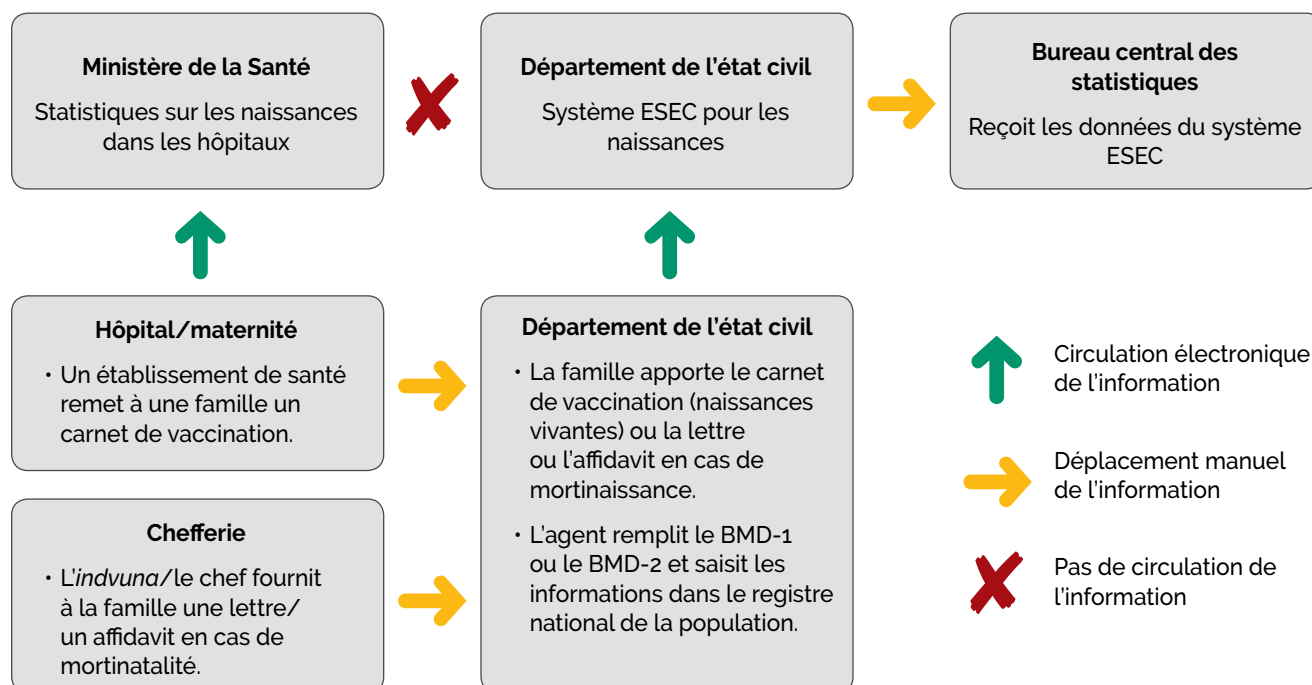


Figure 2 : Processus d'enregistrement des naissances à domicile (naissances en dehors d'un établissement de santé).



En cas de **décès**, un certificat de décès officiel est délivré à la famille du défunt après l'enregistrement. L'informateur légal mandaté pour enregistrer un décès est le conjoint, un parent, un enfant, un frère ou une sœur du défunt. Un délai de deux mois est accordé pour l'enregistrement.

Lors de l'inscription, aucun frais n'est payé, mais des pénalités sont appliquées en cas d'inscription tardive. La procédure d'enregistrement d'un décès ne donne lieu à aucun autre frais officiel. Les exigences en matière d'enregistrement ou les frais d'enregistrement ne visent pas expressément les décès des résidents du pays et ceux de nationalité étrangère. Les déclarants doivent être en possession d'un certificat de naissance, d'un certificat de citoyenneté ou d'un permis leur permettant de se trouver légalement dans le pays, et d'un passeport s'ils ne sont pas Swazi, ainsi que d'une carte d'identité, de l'âge au décès, de la date du décès, d'un certificat médical de décès ou d'une confirmation du chef pour faciliter l'enregistrement du décès.

Voici les principaux éléments de données recueillis lors de l'enregistrement des décès :

- Nom, sexe, date de naissance ou âge, état civil, lieu de résidence habituelle, et lieu de résidence habituelle de la mère pour les décès de bébé de moins d'un an;
- Date du décès, lieu de survenue du décès, date d'enregistrement, lieu d'enregistrement et cause du décès;
- En cas de mort fœtale :
 - Sexe du fœtus, date de survenue de l'accouchement, lieu de survenue, date d'enregistrement, lieu d'enregistrement;
 - Mère de l'enfant : Date de naissance ou âge, nombre d'enfants nés vivants au cours de sa vie, nombre de morts fœtales au cours de sa vie, date de la dernière naissance vivante, date du mariage, lieu de résidence habituelle;
 - Père de l'enfant : Date de naissance ou âge du père, lieu de résidence habituelle.

Un certificat de décès est requis pour réclamer une crémation, une inhumation, un héritage, et des prestations d'aide sociale.

Le processus d'enregistrement du décès dans l'établissement de santé requiert du personnel médical qualifié (tel que le médecin traitant) pour remplir le certificat médical, y compris la cause du décès. La famille présente ce document au centre d'état civil.

Au centre d'état civil, l'agent d'état civil remplit manuellement le formulaire d'enregistrement du décès, et un dactylographe saisit les informations dans le RNP. Une fois qu'il est dans le système, l'enregistrement du décès est terminé et un certificat de décès est délivré. En revanche, pour les décès non naturels, y compris les accidents, les suicides et les homicides, la police et/ou une autorité médico-légale fournissent les documents relatifs au décès à la famille afin qu'elle puisse

enregistrer le décès et obtenir un certificat de décès.

La figure 3 met en évidence le processus d'enregistrement des décès dans les établissements de santé avec les liens vers les autres institutions responsables du système ESEC.

La figure 4 met en évidence le processus d'enregistrement des décès en dehors des établissements de santé, avec des liens vers d'autres institutions responsables du système ESEC.

La procédure est la même que pour un décès dans un établissement de santé, sauf que si la famille n'obtient pas de certificat médical de la cause du décès, elle demandera à la place une lettre signée par un chef ou *indvuna*. Les informations sur la cause du décès ne sont pas disponibles pour les décès survenus dans la communauté.

Figure 3 : Processus d'enregistrement des décès dans les établissements de santé.

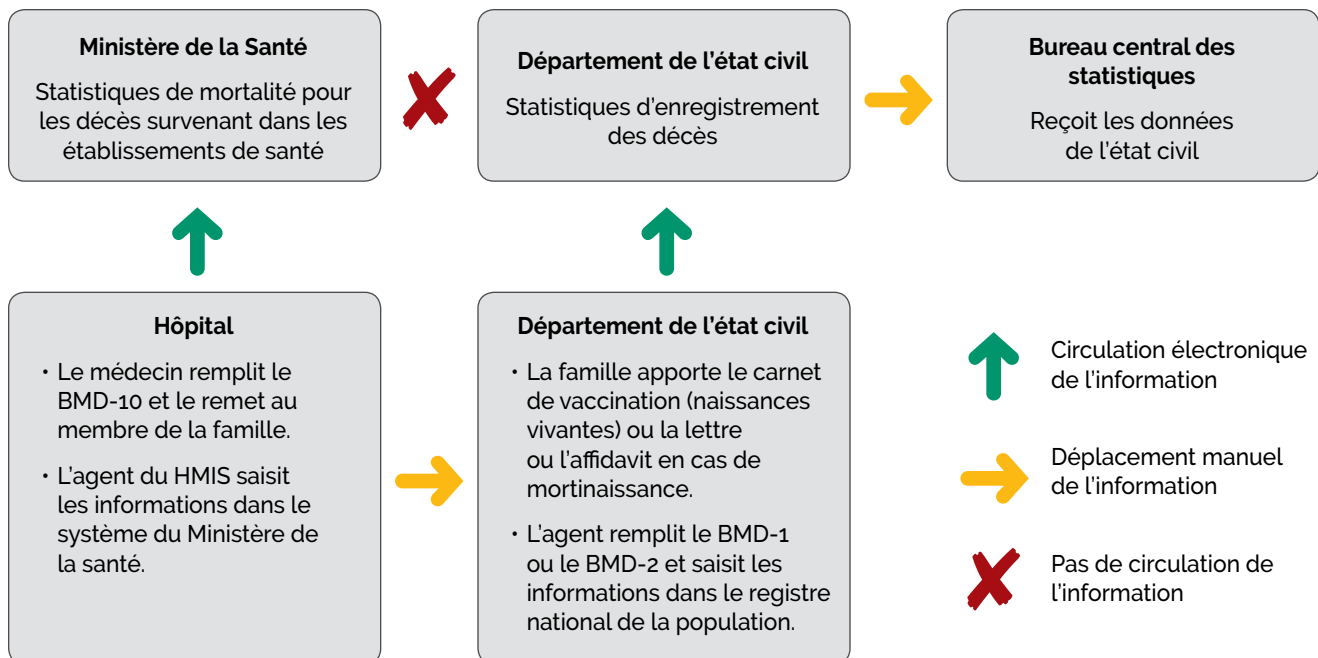
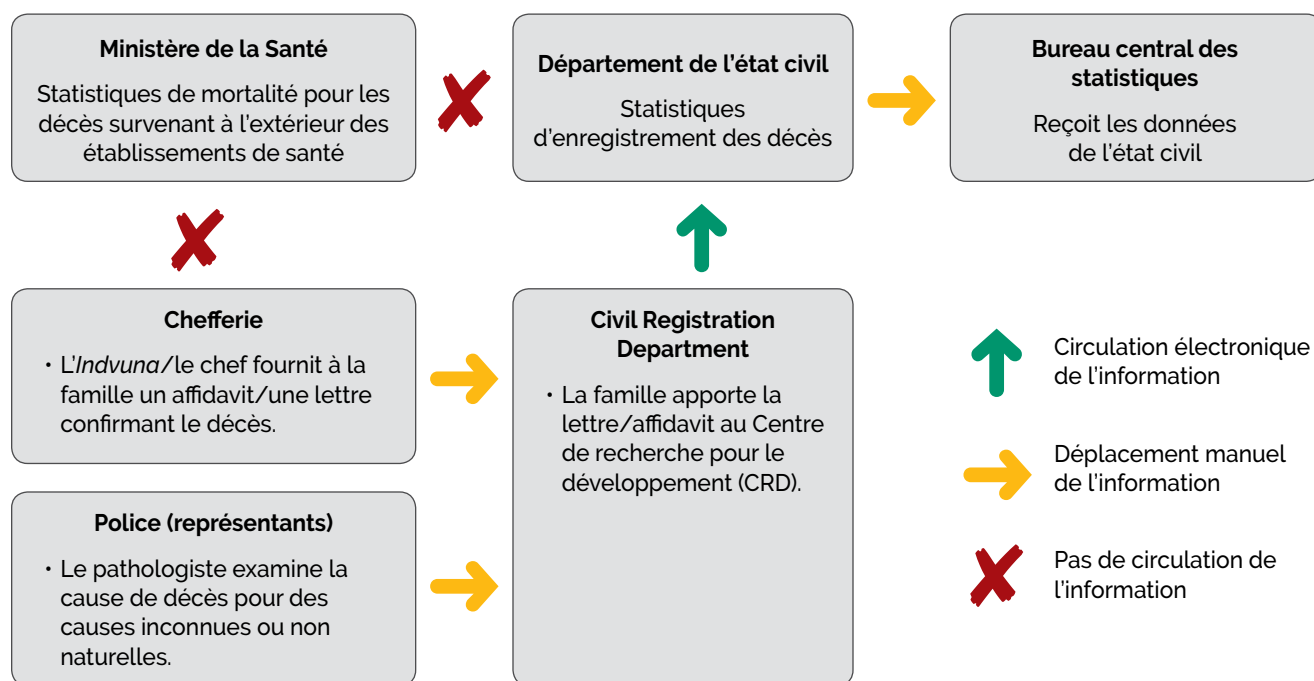


Figure 4 : Processus d'enregistrement des décès en dehors d'un établissement de santé.



Le cadre juridique pour l'**enregistrement des mariages** est stipulé dans la *Loi sur le mariage*; l'âge légal du mariage est de 21 ans pour les hommes et les femmes. Des exemptions sont prévues avec le consentement des parents ou des tuteurs : 16 ans pour les femmes et 18 ans pour les hommes. Les personnes qui ont été précédemment mariées, conformément à la loi et à la coutume swazies ou aux droits civils, ne sont pas considérées comme des mineurs. Il existe une obligation légale d'enregistrer les mariages; le délai d'enregistrement est de 7 jours pour les mariages civils et de 14 jours pour les mariages coutumiers, avec des frais variables pour les mariages « spéciaux » ou coutumiers.

Des pénalités sont prévues en cas de retard d'enregistrement : dans un délai de 45 jours pour les mariages de droit et de coutume swazis et dans un délai de 7 jours pour les autres types de mariages. Le lieu d'enregistrement est le bureau de l'état civil, l'autorité locale, la communauté ou le lieu de survenance du mariage.

Les conditions requises pour l'enregistrement d'un mariage sont les suivantes :

- Carte d'identité nationale pour les mariés;
- Présence du mari à l'enregistrement;
- Présence de l'épouse à l'enregistrement;
- Preuve de l'âge du mari;
- Témoins du mariage;
- Officiant de mariage.

Les informations suivantes sont recueillies dans le registre des mariages :

- Conjoint : Date de naissance ou âge de la mariée, lieu de résidence habituelle de la mariée, ethnicité de la mariée, date de naissance ou âge du marié, lieu de résidence habituelle du marié, ethnicité du marié;
- Mariage : Date de survenance, date d'enregistrement, lieu de survenance, lieu d'enregistrement.

Un certificat de mariage est également essentiel pour l'enregistrement des enfants et le transfert ou le partage de la propriété foncière.

Frais

L'inscription aux faits d'état civil est gratuite, mais les inscriptions tardives ou différées sont payantes.

Les coûts de l'enregistrement des faits d'état civil et de la délivrance des certificats sont indiqués dans le tableau 2.

Tableau 2 : Frais liés à la délivrance des certificats d'état civil.

Fait d'état civil	Frais de délivrance de certificat	Coût de la certification	Remarques
Naissance	1 \$ US	2 \$ US	Moins de 60 jours, c'est gratuit; après 60 jours, le coût est inférieur à 2 \$ US.
Mariage	1 \$ US	5 \$ US	Les droits coutumiers et civils (bans) du mariage sont inférieurs à 2 dollars américains. Une licence spéciale pour les droits civiques coûte moins de 5 \$ US.
Divorce	2 \$ US		
Décès	1 \$ US	2 \$ US	Moins de 60 jours, c'est gratuit; après 60 jours, c'est moins de 2 \$ US.

Arrière de naissances non enregistrées

L'arriéré estimé des naissances non enregistrées est de 70 pour cent.¹⁷

Modèles de formulaires d'enregistrement

Les formulaires d'enregistrement sont traités manuellement (sur papier). Tous les faits d'état civil sont enregistrés directement sur des formulaires non normalisés : les champs sont remplis manuellement en écriture cursive, ce qui rend impossible leur numérisation par reconnaissance optique de caractères. Tous les bureaux du Département de l'état civil saisissent les informations manuelles des formulaires dans le système automatisé afin de délivrer un certificat pour le fait d'état civil enregistré.

Des modèles de formulaires d'enregistrement et de certificats sont disponibles sur le site Web de l'UNICEF Eswatini :

- [Certificat de naissance](#)
- [Certificat de mariage](#)
- [Certificat de décès](#)

Système de statistiques de l'état civil

Statistiques de l'état civil

L'Office central des statistiques (CSO) du ministère de la Planification et du Développement économiques est habilité par la *Loi sur les statistiques* de 1967 à collecter et à analyser les statistiques, y compris les statistiques démographiques et de l'état civil. La mission est la suivante : « coordonner efficacement le système statistique national, fournir des données et des informations statistiques de haute qualité nécessaires à l'élaboration de politiques, à la planification et à la prise de décisions fondées sur des preuves pour le développement socio-économique national, l'administration, la responsabilité, et promouvoir une culture d'utilisation des statistiques ».

Le CSO met à disposition des données sur les statistiques de l'état civil au moyen de recensements et d'enquêtes décennales. Pour la production de statistiques d'état civil, le CSO s'appuie sur l'accord d'utilisation entre les parties impliquées dans le système ESEC : services

informatiques du gouvernement du ministère de l'Information, des Communications et des Technologies, avec l'autorisation du Département de l'état civil.

Le CSO extrait les données du système ESEC du RNP pour les trier et les nettoyer. Les tableaux de fréquence ont été générés sous la direction technique de l'ICAP. Les fréquences des différents indicateurs ont été désagrégées par des variables catégorielles indépendantes, y compris, mais sans s'y limiter, l'âge, le sexe et la région. Les données du RNP ont également été complétées par les données enregistrées par le HMIS de toutes les institutions de santé du pays.

Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) est le partenaire de développement qui soutient le système de statistiques vitales en Eswatini en dehors de l'administration gouvernementale.

Couverture et exhaustivité

L'enregistrement des faits d'état civil couvre tous les segments de la population et toutes les zones géographiques du pays. La dernière estimation de l'exhaustivité de l'enregistrement des faits d'état civil remonte à 2019 (voir le tableau 3).¹⁸

Tableau 3: Niveau actuel d'exhaustivité de l'enregistrement des faits d'état civil au pays.

Événement démographique	Exhaustivité de l'enregistrement ¹⁹				Remarques
	2016	2017	2018	2019	
Naissance vivante	8,3 %	13,2 %	19,6 %	27,6 %	
Mariage					Non disponible
Divorce					Non disponible
Décès	26,5 %	25,7 %	25,5 %		

Les derniers rapports sur les statistiques de l'état civil se trouvent dans le rapport annuel sur les statistiques de l'état civil d'Eswatini.²⁰

Causes de décès

Les renseignements sur les causes de décès recueillis par l'intermédiaire du système d'enregistrement des faits d'état civil sont énumérés dans le tableau 4.

Tableau 4 : Renseignements sur les causes de décès recueillis par l'intermédiaire du système d'enregistrement des faits d'état civil.

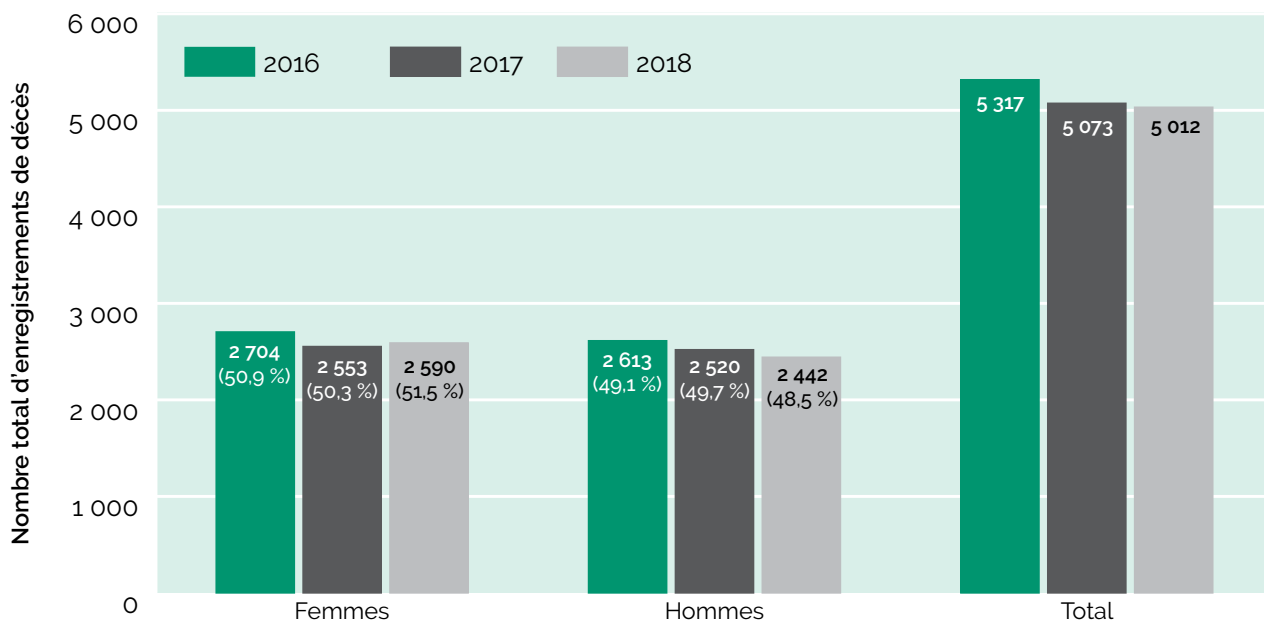
Cause de décès	Les renseignements sur les causes de décès sont-ils recueillis par l'intermédiaire du système d'état civil?	Le formulaire international normalisé de certificat médical de cause de décès est-il utilisé pour enregistrer des décès?
Décès dans les établissements de santé	Oui	Oui
Décès naturels dans les collectivités	Non	Non
Décès non naturels dans les collectivités	Non	Non

Si le décès ne survient pas en établissement, les outils ou méthodes d'autopsie verbale servant à recueillir des renseignements sur la cause du décès ne sont pas utilisés. La cause du décès est codée selon la Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes, 10^e version (CIM-10). Les dispositions de la *Loi sur les naissances, les mariages et les décès* exige que tous les décès soient attestés par un médecin, peu importe le lieu où sont survenus.

Le dernier rapport sur les causes de décès publié figure dans le rapport annuel des statistiques de l'état civil d'Eswatini de 2018.²¹

Parmi les décès survenus en 2018, 5 032 ont été enregistrés. Un peu plus de décès de femmes ont été enregistrés (51,5 pour cent) que d'hommes (48,5 pour cent). Le nombre de décès enregistrés a légèrement diminué au fil des ans, passant de 5 317 décès en 2016 à 5 032 décès enregistrés en 2018. Ceci est représenté dans la figure 5 ci-dessous.

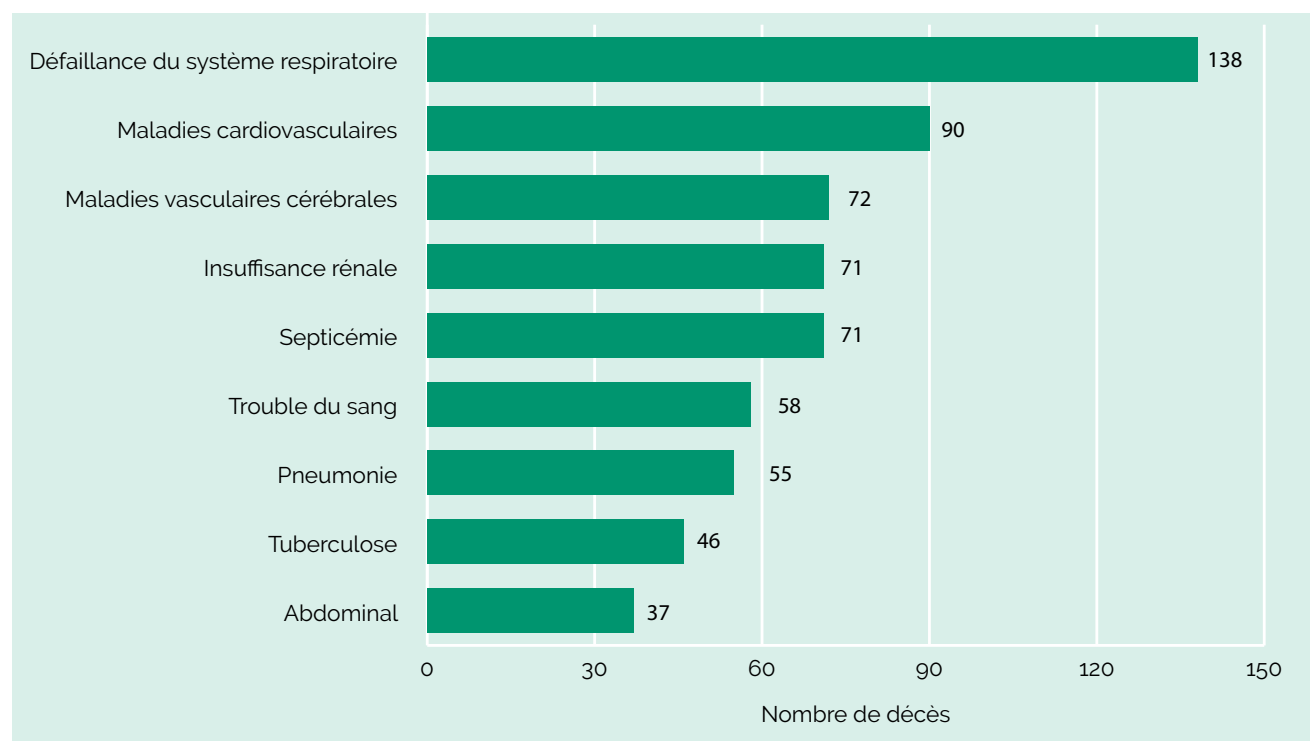
Figure 5 : Nombre total d'enregistrements de décès par sexe et par année.



L'insuffisance du système respiratoire était la cause la plus fréquente de décès, représentant 138 décès. Elle était suivie par les maladies cardiovasculaires (90) et les maladies cérébro-vasculaires (72). Voir la figure 6 ci-dessous.

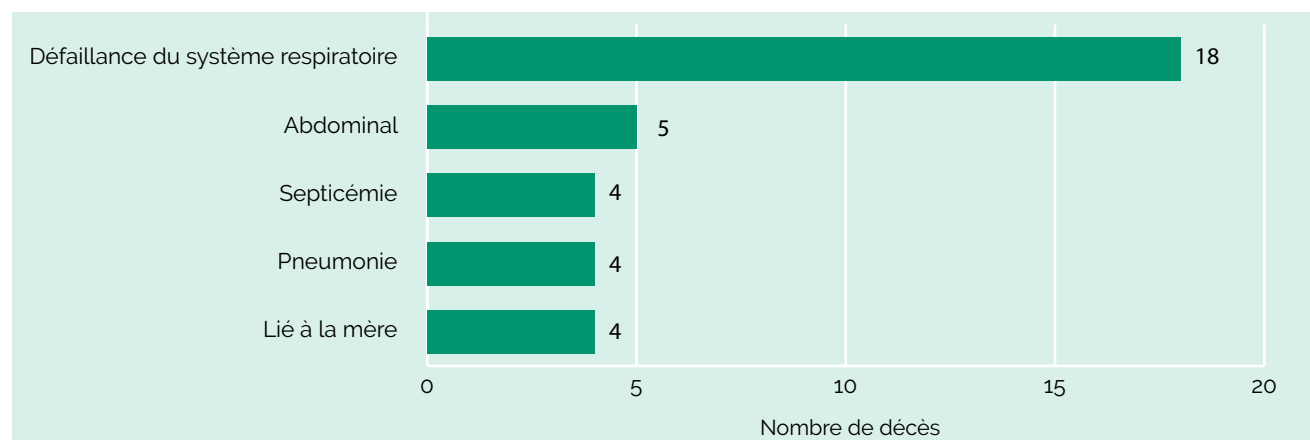
Chez les enfants de moins de 5 ans, la cause la plus fréquente de décès est l'insuffisance du système respiratoire, qui comptait 18 cas enregistrés. Viennent ensuite les affections abdominales, avec 5 cas, comme le montre la figure 7 ci-dessous.

Figure 6 : Dix causes de décès principales, 2018.



Source : ministère des Affaires intérieures

Figure 7 : Les cinq principales causes de décès des enfants de moins de 5 ans.



Source : ministère des Affaires intérieures

Numérisation

Les Services informatiques gouvernementaux (SIG) du ministère de l'Information, des Communications et de la Technologie sont responsables de la gestion centrale des données gouvernementales. Depuis 2001, les SIG ont collaboré avec le Département de l'état civil pour concevoir un système électronique permettant de saisir et de stocker les registres d'état civil. Le système maison utilise le système de base de données adaptable (ADABAS), qui n'est pas une base de données purement relationnelle, pour stocker les enregistrements. Le siège du ministère des Affaires intérieures et les centres d'enregistrement des faits d'état civil sont reliés par un câble en fibre optique du réseau étendu (WAN) et des lignes de données louées. Les données du RNP sont stockées sur l'ordinateur central hébergé par les SIG et sont régulièrement sauvegardées sur des bandes qui sont stockées hors site.

Les SIG sont responsables de la maintenance et de l'installation des logiciels dans tous les centres d'enregistrement de l'état civil pour le service de l'état civil et de l'octroi des droits d'accès aux différents utilisateurs. Le ministère s'appuie sur les SIG pour produire des rapports ponctuels ou préprogrammés sur le nombre d'enregistrements, qu'il soumet chaque trimestre au Parlement.

Informatisation

L'utilisation de l'ordinateur dans les systèmes ESEC est décrite dans le tableau 5 ci-dessous.

Tableau 5 : Informatisation du système ESEC.

Emplacement	Les ordinateurs sont-ils utilisés pour enregistrer les faits d'état civil?
Bureaux d'enregistrement locaux dans tout le pays	Oui
Centres urbains	Oui
Établissements de santé	Non

Application de la technologie mobile

Le Département de l'état civil n'a pas d'accord institutionnel avec les opérateurs de réseaux mobiles ou avec la commission gouvernementale des communications pour utiliser la technologie mobile pour la survenance des faits d'état civil. Cependant, un code USSD est utilisé pour vérifier le statut d'un document d'identité après qu'une personne en ait fait la demande.

Numéro d'identification unique

Un NIP unique est délivré lors de l'enregistrement de la naissance. Il est utilisé lorsqu'une personne demande une carte d'identité à l'âge de 16 ans.

Registre de la population

Le ministère des Affaires intérieures – Département de l'état civil est propriétaire du RNP. Les SIG sont responsables de la maintenance et de l'installation des logiciels dans tous les centres d'état civil du département et de l'octroi des droits d'accès aux différents utilisateurs. Le NIP permet au RNP de relier les faits d'état civil et les autres services auxquels les personnes peuvent accéder. Plusieurs entités gouvernementales utilisent les informations du RNP, notamment le fonds de pension, la paie, le comité électoral et les systèmes de santé et d'assurance.

Le ministère de la Santé joue un rôle important pour garantir la qualité et l'exhaustivité du RNP en fournissant des preuves documentées sur les naissances et les décès. Les établissements de santé ne sont pas tenus de fournir un certificat pour un décès survenu dans les 24 heures suivant l'admission dans un établissement de santé. Toutefois, la *Loi sur les naissances, les mariages et les décès* stipule que les déclarations sanitaires (informations sur les naissances et les décès survenus dans les hôpitaux) doivent être transmises au Département de l'état civil au milieu de chaque mois.

Le ministère de la Santé disposerait de statistiques historiques au niveau individuel archivées dans son système d'information sur la gestion de la

santé. Ceux-ci permettent un système de saisie-resaisie qui peut comparer la part des statistiques sanitaires de l'état civil enregistrées dans le système d'enregistrement civil.

Les informations sur la cause du décès sont recueillies par le système ESEC. Les établissements ambulatoires du système d'information sur la gestion des clients sont mis en réseau avec le RNP. Cela offre la possibilité d'aviser en temps réel les événements liés aux naissances et aux décès dans les hôpitaux. Les établissements de santé accèdent aux NIP des patients directement à partir du RNP et des SIG et fournissent des mises à jour des nouveaux NIP au moyen de téléchargements utilisant un protocole de transfert de fichiers.

Lien avec le système d'identification

Le service de l'état civil utilise un numéro unique qui est commun à l'état civil et à la gestion des pièces d'identité.

Protection et confidentialité des données

La *Loi sur la Constitution du Swaziland n° 1 de 2015* est la législation primaire dont découlent toutes les lois sur la vie privée. En l'absence de législation spécifique, le droit commun s'applique. Les lois de base sur la protection des données sont les suivantes :²²

- Constitution;
- Règlements de la Commission des communications du Swaziland, 2016, publié conformément à la *Loi sur les commissions des communications de 2013*;
- *Consumer Credit Act No. 7 of 2016*;
- Le droit commun, tel qu'il s'applique de temps à autre.

Le *Data Protection Bill No. 21/2017* sur la protection des données vise à rassembler toutes les législations existantes en matière de protection des données, mais il n'a pas encore été promulgué en tant que loi.

Eswatini reconnaît et protège les droits des individus sur leurs informations personnelles. Par conséquent, la collecte, l'utilisation et la divulgation d'informations concernant une personne morale, au moyen d'un traitement informatique ou autre, ne peuvent se faire qu'avec le consentement donné de cette personne. La collecte et le traitement non autorisés de données à caractère personnel et la communication de ces données à des tiers sont interdits et ne peuvent être effectués que dans des cas spécifiques.

Interaction avec les autres secteurs et activités

Aucune information n'a été fournie.

Initiatives d'amélioration et soutien externe

Plan d'amélioration et budget

Le département de l'état civil dispose d'un plan stratégique; aucune autre information n'a été fournie.

Allocations et besoins budgétaires

Le budget total du plan stratégique quinquennal approuvé n'a pas été fourni.

Activités jugées hautement prioritaires

L'activité du système ESEC qui est indiquée comme une priorité élevée dans le plan national, mais qui manque de financement est mentionnée dans le tableau 6 ci-dessous.

Tableau 6 : Activités hautement prioritaires manquant de financement dans le plan national.

Secteurs prioritaires ²³ du plan stratégique dont le financement est insuffisant	Estimation des coûts	Allocation prévue du gouvernement	Écarts budgétaires prévus	Remarques
Informatisation du système de l'état	Pas encore chiffré			

Soutien des partenaires du développement

Les partenaires du développement qui ont appuyé l'initiative d'amélioration des systèmes ESEC d'Eswatini sont énumérés au tableau 7 ci-dessous.

Tableau 7 : Soutien des partenaires de développement.

Organisations internationales, ONG et partenaires	Mandat
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	Soutient plusieurs activités visant à renforcer l'enregistrement des naissances, notamment l'évaluation globale du pays de 2014. L'UNICEF apporte également son soutien au ministère des Affaires intérieures – Département de l'état civil pour entreprendre un examen législatif et une révision de la <i>Loi sur les naissances, les mariages et les décès</i> et pour accélérer l'amélioration du processus d'enregistrement des naissances.
Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)	Soutien technique et financier aux CSO pour la production de données du système ESEC de routine. Soutien à la production et à la diffusion du rapport annuel sur les statistiques de l'état civil.
ICAP – Columbia University	Assistance technique aux CSO pour la compilation des rapports relatifs au système ESEC. Soutien technique pour rendre les systèmes ESEC interopérables.
Vision du Monde	Enregistrement des naissances.
Organisation mondiale de la Santé (OMS)	A élaboré des orientations politiques et a participé à l'évaluation globale du pays en 2014. L'OMS fournira une assistance technique, notamment pour la mobilisation des ressources et la coordination.

Conclusion

Le Royaume d'Eswatini a fait de grands progrès dans l'amélioration du système ESEC. Parmi les réalisations notables, citons :

- Intégration de l'enregistrement de l'état civil et de l'identification de l'état civil;
- Production de rapports sur les statistiques de l'état civil;
- Participation constante des parties prenantes dans la planification et l'exécution des fonctions du système ESEC.

Le gouvernement travaille en permanence à des solutions pour améliorer la prestation de services. Certaines recommandations à adopter pour assurer une coordination plus efficace et efficiente entre les principales parties prenantes à l'échelle nationale comprennent les suivantes :

- La délivrance des déclarations de naissance dans les établissements de santé devrait être améliorée afin que les mères rencontrent moins d'obstacles à l'enregistrement. Pour ce faire, il faudra sensibiliser davantage le personnel de santé, améliorer la collecte, l'utilisation et la diffusion des données d'enregistrement des naissances et mener des actions de sensibilisation à un niveau plus élevé.
- Une coordination entre le ministère des Affaires intérieures et le ministère de la Santé est nécessaire pour améliorer encore les structures existantes d'enregistrement des naissances afin de garantir leur utilisation optimale.
- Des interventions visant à créer une demande sont nécessaires à tous les niveaux de la prestation de services et de la politique pour faire participer les membres de la communauté, le personnel des établissements et les fonctionnaires nationaux responsables de l'enregistrement des naissances.

- Les systèmes d'information entre le ministère de la Santé et le ministère des Affaires intérieures doivent être interopérables pour réduire la charge de données dans le processus d'enregistrement et améliorer l'enregistrement des naissances.

Le Département de l'état civil indique en outre certains des facteurs sociaux qui ont incidence sur l'enregistrement des faits d'état civil :

- Manque de sensibilisation à l'importance de l'enregistrement des naissances dans la communauté.
- La nécessité de consulter la famille pour nommer l'enfant et le processus d'enregistrement de la naissance proprement dit retardent le lancement du processus.
- Perceptions négatives du public et attitudes envers les centres d'enregistrement des naissances.
- Financement limité (interne et externe) pour le système ESEC.
- Ressources humaines limitées pour l'enregistrement des naissances au sein du ministère des Affaires intérieures.
- Les décès sont enregistrés s'il y a un avantage (comme les réclamations d'assurance).
- L'enregistrement des mariages coutumiers est faible, car les gens pensent qu'une fois la cérémonie accomplie, il n'est pas nécessaire de l'enregistrer.
- L'enregistrement des mort-nés est très faible; ils sont enregistrés s'il y a un gain financier. Beaucoup pensent qu'un bébé mort-né devrait être enterré dès sa naissance.

Parmi les priorités à venir dans le cycle de planification du pays ou du Département de l'état civil, on peut citer :

- Enregistrement des naissances dans tous les établissements de santé où naissent les bébés;
- Établissements de santé comme point d'entrée pour l'enregistrement;
- Améliorer la délivrance des formulaires de preuve de naissance par les établissements de santé afin de réduire au minimum le nombre d'obstacles auxquels les mères sont confrontées lors du processus d'enregistrement des naissances;
- Des services d'enregistrement des naissances, des mariages, des décès et des divorces sont fournis et largement accessibles afin de garantir que tous les faits d'état civil sont enregistrés;
- Examen des lois;
- Interopérabilité entre les systèmes d'information existants du ministère de la Santé et du ministère des Affaires intérieures – Département de l'état civil pour l'enregistrement des naissances, des mariages et des décès, ainsi que pour la collecte et la communication des données relatives aux divorces.

Eswatini souhaiterait parvenir à une coordination plus efficace et efficiente entre les principales parties prenantes nationales en mettant en commun les efforts des acteurs impliqués dans le système d'état civil.

Le Département de l'état civil devrait être soutenu par les partenaires du développement dans les domaines suivants :

- Examen des lois;
- Interopérabilité des systèmes;
- Assistance technique et financière pour la rédaction d'un plan stratégique : le plan qui a été fait lors de la *Loi sur les commissions de communications du Swaziland de 2013* a expiré et n'a pas été chiffré;
- Mise à niveau du système de gestion des identifiants.

Ressources

Sites Web

Gouvernement du Royaume d'Eswatini – gov.sz/index.php

Organisation mondiale de la Santé (OMS) Eswatini – who.int/countries/swz

UNICEF Eswatini – data.unicef.org/crvs/swaziland

Documents supplémentaires

Swaziland. 1983. *Loi sur les naissances, les mariages et les décès*.

data.unicef.org/wp-content/uploads/2018/01/SwazilandBirthDeathAct1983.pdf

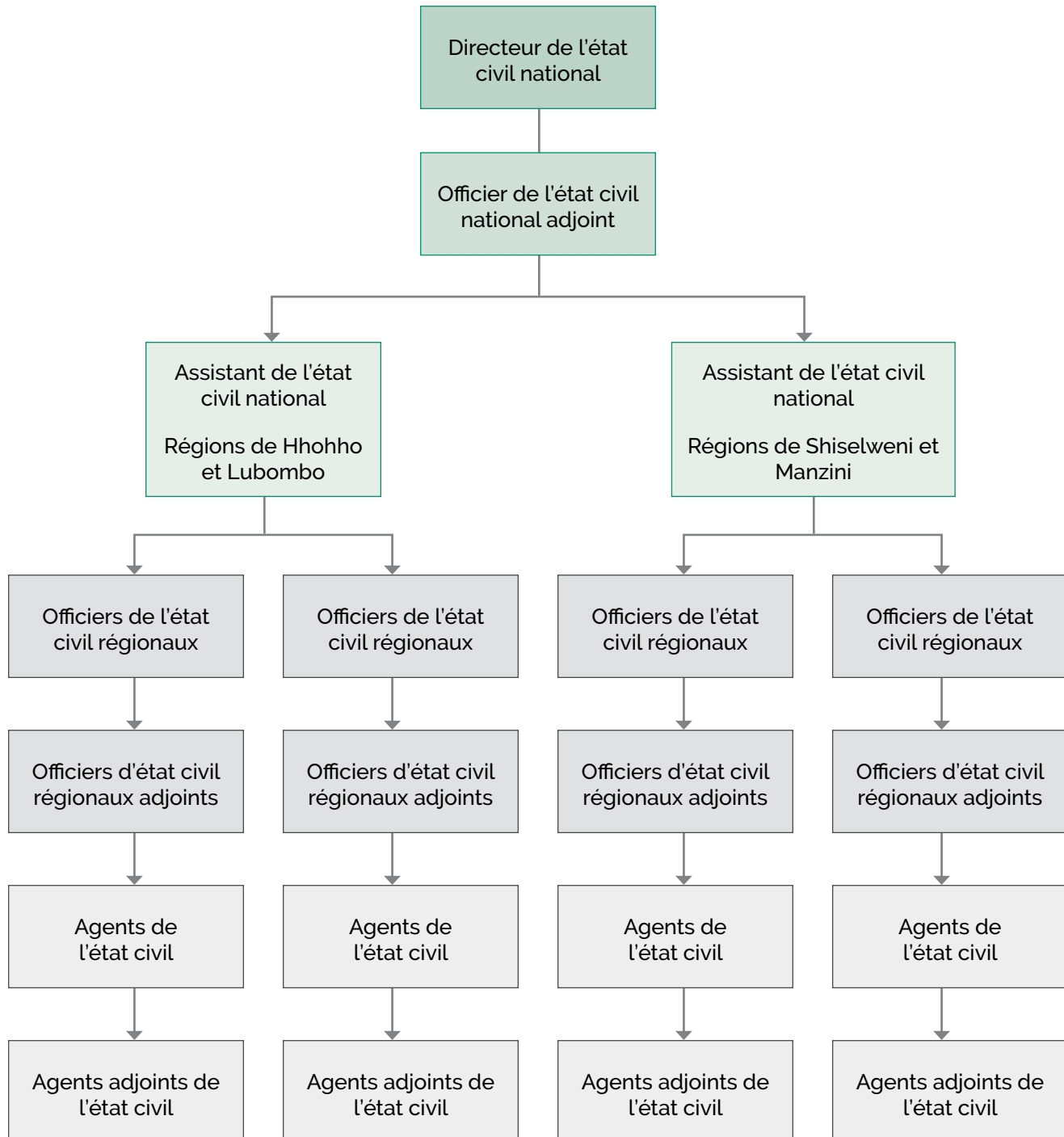
Swaziland. 1964. *Loi sur le mariage*.

data.unicef.org/wp-content/uploads/2018/01/THE-MARRIAGE-ACT_1964_Swaziland.pdf

One Trust Data Guidance. 2020. Eswatini Data Protection Overview.

dataguidance.com/notes/eswatini-data-protection-overview

Annexe 1 : Organigramme du Département de l'état civil



Notes

- 1 Banque mondiale. 2019. Population Projection: Eswatini. databank.worldbank.org/views/reports/reportwidget.aspx?Report_Name=CountryProfileandId=b450fd57andtbar=yanddd=yandinf=nandzm=nandcountry=SWZ
- 2 Banque mondiale. 2019. Données sur l'Eswatini. databank.banquemondiale.org/reports.aspx?source=2&country=SWZ
- 3 Banque mondiale. 2019. Projections démographiques : Eswatini. databank.banquemondiale.org/reports.aspx?source=2&country=SWZ
- 4 Par exhaustivité de l'enregistrement des naissances et des décès, on entend le nombre réel de naissances ou de décès enregistrés divisé par le nombre estimatif de naissances ou de décès dans un pays ou une région en particulier, à l'intérieur d'une période de temps spécifiée, habituellement une année. Pour en savoir plus, consulter la CEA, la CESAP et Statistics Norway. 2016.
- 5 Bureau central des statistiques. 2018. Annual Vital Statistics Report: January 2018 – December 2018.
- 6 UNICEF. 2014. Rapport MICS. UNICEF Data: Monitoring the situation of children and women. data.unicef.org/country/swz
- 7 Banque mondiale. s.d. Country. Profile, Eswatini. databank.worldbank.org/views/reports/reportwidget.aspx?Report_Name=CountryProfileandId=b450fd57andtbar=yanddd=yandinf=nandzm=nandcountry=SWZ
- 8 UNICEF. 2015. Rapport MICS. data.unicef.org/country/swz/
- 9 DTC1 : Nouveau-nés survivants ayant reçu le premier vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (DTC).
- 10 UNICEF. 2018. Rapport MICS. data.unicef.org/country/swz/
- 11 Trading Economics. 2018. Swaziland – Death Rate, Crude. Banque mondiale. [tradingeconomics.com/swaziland/death-rate-crude-per-1-000-people-wb-data.html#:~:text=Death%20rate%2C%20crude%20\(per%201%2C000,compiled%20from%20officially%20recognized%20sources](https://tradingeconomics.com/swaziland/death-rate-crude-per-1-000-people-wb-data.html#:~:text=Death%20rate%2C%20crude%20(per%201%2C000,compiled%20from%20officially%20recognized%20sources)
- 12 2017. Population and Housing Census Report.
- 13 Ibid.
- 14 Ibid.
- 15 UNICEF. Rapport MICS. data.unicef.org/country/swz/
- 16 Ibid.
- 17 Toutes naissances non enregistrées un an après la survenue du fait d'état civil.
- 18 Ministère des Affaires intérieures. 2018. CRVS Report.
- 19 Par exhaustivité de l'enregistrement des faits d'état civil, on entend le nombre réel d'événements démographiques enregistrés (naissances ou décès) divisé par le nombre estimé de ces événements (naissances ou décès). On parle d'enregistrement complet ou d'exhaustivité à 100 pour cent lorsque tous les événements démographiques survenus dans la population d'un pays donné (ou d'une région) au cours d'une période particulière ont été enregistrés dans le système.
- 20 Ministères des Affaires intérieures, ministère de la Santé et bureau central des statistiques. 2016, 2017, 2018. Eswatini Annual Vital Statistics Report.
- 21 Ministères des Affaires intérieures, ministère de la Santé et bureau central des statistiques. 2018. Eswatini Annual Vital Statistics Report.

- 22 OneTrust DataGuidance. 2020. Eswatini – Data Protection Overview.
dataguidance.com/notes/eswatini-data-protection-overview
- 23 Les priorités de premier plan devraient être déterminées dans l'évaluation menant à la préparation du plan stratégique. Les priorités peuvent varier d'un pays à l'autre. De façon générale, on pourrait donner comme exemple la défense des droits, la mise à jour du cadre juridique, l'amélioration de la couverture de l'enregistrement, l'amélioration de la qualité des registres, le renforcement de la coordination entre les principales parties prenantes, la production de statistiques sur l'état civil, notamment les causes de décès, l'introduction de la technologie, l'élimination de l'arriéré dans l'enregistrement des naissances, etc.



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

www.systemesESEC.ca



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada



IDRC • CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Nous Soutenons le



**MÉCANISME DE
FINANCEMENT
MONDIAL**

Canada